

Fiche réflexe Vigipirate

Qu'est-ce que le plan Vigipirate ?

Le **plan Vigipirate** est un dispositif permanent de vigilance, de prévention et de protection, qui s'applique en France et à l'étranger, et qui associe tous les acteurs du pays : l'Etat, les collectivités territoriales, les opérateurs susceptibles de concourir à la protection et à la vigilance, les citoyens.

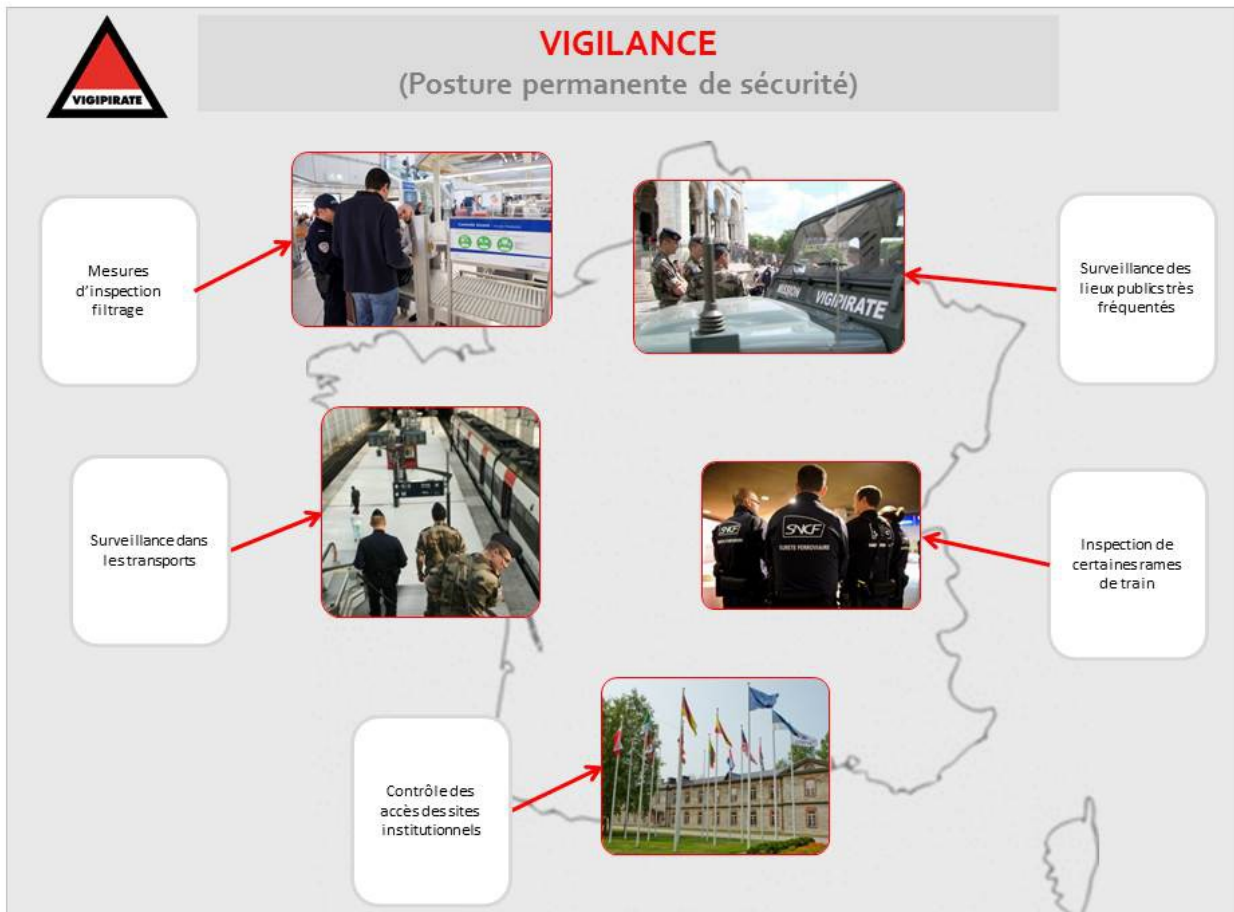
2 postures existent et entraînent des différences dans le spectre de mesures pouvant être prises:

- Vigipirate « VIGILANCE RENFORCÉE »
- Vigipirate « ATTENTATS »

L'Oise est actuellement en posture VIGILANCE RENFORCEE depuis septembre 2014.

Le plan Vigipirate repose sur des mesures permanentes (1) et additionnelles (2)

1) Un **socle de mesures permanentes** qui s'appliquent à tous les grands domaines d'activité de la société sans induire de contraintes excessives sur la vie économique et sociale.



Ces mesures permanentes consistent à :

- signaler tout objet présentant un caractère insolite et dont le propriétaire n'a pas pu être identifié localement ;
- signaler les agissements ou comportements manifestement anormaux qui pourraient faire penser qu'un acte malveillant va être commis ;
- contrôler les livraisons et s'assurer de la légitimité des véhicules à accéder aux établissements (autorisation, identification) ;
- contrôler les entrées des personnels des sociétés ou entreprises intervenant dans l'établissement ;
- réaliser des rondes de surveillance des zones sensibles ou vulnérables à l'intérieur des établissements, et si besoin, mettre en place des agents rondiers supplémentaires, notamment pour la surveillance des parkings en sous-sol ;
- éviter toute accumulation d'objets (cartons, palettes, sacs) à l'intérieur ou à proximité des bâtiments.

2) Le plan Vigipirate prévoit également de nombreuses **mesures additionnelles** activées en fonction de l'évolution de la menace et des vulnérabilités, et qui permettent d'adapter le niveau de vigilance et de protection, en mobilisant tous les acteurs concernés.

Des mesures additionnelles ont été prises pour le département de l'Oise dans les domaines suivants, suite aux attentats qui se sont produits vendredi 13 novembre à Paris et en Seine-St-Denis :

■ EDUCATION NATIONALE :

Les établissements scolaires du département sont ouverts, cependant des mesures spécifiques s'appliquent :

- Les voyages scolaires sont suspendus jusqu'au 22 novembre 2015.
- Les sorties scolaires occasionnelles (spectacle, musées, sortie « nature » ...) sont suspendues jusqu'au 22 novembre 2015.
- Les sorties scolaires régulières (cantine, gymnase, piscine) sont maintenues sauf si celles-ci nécessitent la prise de transports en commun publics (les sorties via des sociétés de transport privées ne sont pas concernées).

■ JEUNESSE ET SPORT

Les sorties et voyages exceptionnels organisés dans le cadre des accueils collectifs de mineurs et des instituts médicaux pédagogiques sont suspendus à destination de la région parisienne, à partir du 16 novembre 2015.

Les sorties régulières (cantine, gymnase,...) sont maintenues en dehors de celles qui nécessitent un déplacement en transport en commun public sauf consigne contraire des autorités locales.

■ EVENEMENT RASSEMBLANT DU PUBLIC :

À ce jour, aucune mesure d'interdiction de réunion ou de manifestation, ni aucune mesure de fermeture provisoire de lieux publics n'a été prise par l'autorité préfectorale.

Il vous est demandé de porter votre **attention** sur **deux axes** :

- **le renforcement de la surveillance des rassemblements ;**
- **le renforcement du contrôle de l'accès des personnes, des véhicules et objets entrants.**

Le préfet a demandé que des **contrôles visuels systématiques** soient mis en place, **à la charge de l'organisateur, à l'entrée des lieux de forte affluence** tels que les centres commerciaux, les salles de spectacles, les cinémas, etc.

Nous tenons à vous rappeler la législation en la matière :

- Les contrôles doivent être effectués par des agents chargés de la surveillance ou du gardiennage, titulaires de la carte professionnelle, inspectant visuellement les sacs ou bagages à main. La fouille ne pourra être effectuée qu'avec le consentement de leur propriétaire. En cas de refus, la personne pourra se voir refuser l'accès.

- Les palpations de sécurité sont autorisées au regard des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique. Elles sont effectuées par les agents chargés de la surveillance ou du gardiennage, titulaires de la carte professionnelle.